**Motion Liste SNES-SNUEP-SNEP-FSU au lycée Branly Boulogne-Sur-Mer**

**Conseil d’administration du 8 février 2021**

Depuis l’arrivée à la tête du Ministère de l’Education Nationale de Jean-Michel Blanquer se pose une question déclinable sur divers motifs au gré des annonces, réformes et décrets, mais qui pourrait se résumer à un invariant : **jusqu’où ira l’entreprise de saccage de l’éducation dans notre pays ?** Que le substantif *invariant* ne sème pas la confusion : il ne s’agit pas d’une bonne nouvelle, à l’heure même où les variants inquiètent.

Non content de procéder à une réforme des lycées forgée dans une idéologie néolibérale qui accroît les inégalités et les déterminismes, privilégie le quantitatif au détriment du qualitatif, gère les flux et objective l’humain, renvoie l’élève à la seule responsabilité de sa réussite ou de son échec, il atteint un point de non-retour avec, outre des suppressions de postes et des classes plus chargées, des dédoublements désormais quasiment insolites en lycée et l’impossibilité, *de facto*, de mettre en place des enseignements pourtant inscrits au Bulletin Officiel. Impossibilité générée par des dotations de moyens toujours plus réduites. Par exemple, le BO du 4 février 2020 ne stipule-t-il pas que pour l’accompagnement personnalisé, « l'horaire prévu est pour chaque élève de 72 heures par année» ? Certes, le texte ouvre, habiles rédacteurs, à la possibilité d’affecter ou pas ces heures à l’emploi du temps des élèves et, le cas échéant, de faire de l’AP en HSE, en dehors des cours hebdomadaires et selon les besoins. Qu’élèves et parents d’élèves ne se leurrent pas : hors contexte exceptionnel lié à la COVID et parce que les enseignants ont trouvé le courage, par professionnalisme, d’ajouter du travail à leur charge de travail, la plupart des élèves ne bénéficient pas des 72h annuelles qui leur sont pourtant dues.

Ainsi, la DGH allouée à notre établissement voit 47 heures postes et 12 HSA supprimées. Une fois encore, le lycée Branly est la victime d’une logique non plus pédagogique mais économique et comptable. Une fois encore une dotation insuffisante entraîne une dégradation de nos conditions d’enseignement et de travail. Des choix douloureux doivent être faits, provoquant inégalités entre disciplines et donc inégalités entre parcours.

La réforme est imposée sans les moyens nécessaires pour une mise en œuvre sereine.

Par exemple la certification PIX, qui suppose un travail en salle informatique, nécessite de dédoubler une partie de l’enseignement en SNT.

A l’inverse le Grand Oral, qui doit être préparé tout au long de la scolarité et par chaque discipline, devra se faire dans plusieurs matières au sein du groupe classe, à 35…

En français en 1ère générale, aucun dédoublement ne permet de préparer sereinement l’oral de fin d’année.

En philosophie, les dédoublements qui existaient il y a deux ans en voie technologique sont passés par pertes et profits (perte pour les élèves, profit pour le budget de l’Etat).

Pourtant, en ce moment où les ½ groupes ont été prescrits par un contexte sanitaire difficile, le constat est unanime : au-delà des difficultés rencontrées en distanciel, parents et élèves expriment leur satisfaction à travailler en groupe réduit.

Nous voyons aussi les effets de la réforme sur les groupes classes. Au vu de la diversité des parcours, les élèves ne sont plus que quelques heures par semaine dans des groupes classes identifiés. Beaucoup font part de leur sentiment de solitude et d’isolement, notamment en cas d’absence.

Pour les professeurs principaux, qui n’ont parfois pas tous les élèves, le travail est de plus en plus compliqué. D’autant que les heures d’AP ont disparu des emplois du temps, remplacées par des HSE en fonction des disponibilités des uns et des autres.

En Education Morale et Civique, le BO prévoit 17 heures/année pour cet enseignement, mais au lycée Branly, nous disposions jusqu’alors de l’EMC dédoublée. Cela nous permettait de mener des projets en salle informatique, mais aussi et surtout au CDI. En effet, l’éducation aux médias et à l'information (EMI) est un aspect essentiel de la formation d’un élève, assurée notamment avec l’aide des professeurs documentalistes. Pendant plusieurs années, le lycée a aussi participé au CNRD (Concours National de la Résistance et de la Déportation), concours pour lequel nous avons eu l’occasion de recevoir des prix départementaux et nationaux. En classe entière, c’est-à-dire jusqu’à 35 élèves, 1 semaine sur deux, il sera tout simplement impossible de mener ces projets. A l’heure où les valeurs de la République sont parfois violemment remises en question, nous ne comprenons pas qu’un tel choix soit fait.

Par ailleurs et selon les spécialités choisies en 1ère générale, les élèves ne bénéficient pas des mêmes conditions d’enseignement : certaines sont à groupe réduit ou dédoublées, d’autres non.

Nous sommes également très inquiets de l’évolution de la STI2D. Malgré les efforts des collègues et du DDFPT pour mettre en valeur cette filière, nous constatons une désaffection des élèves, ce qui n’est pas spécifique à notre établissement. La réforme du lycée met en effet en valeur la voie générale, en donnant parfois aux élèves l’illusion d’un parcours à leur convenance.

Au total, 3 postes sont supprimés, 1 CSD de 12 heures vient fragiliser le poste d’un collègue et 1 BMP de 9 heures en histoire-géographie disparaît en silence.

Combien de temps pourrons-nous assurer à nos élèves des options en 2nde? Sachant que ces options sont aussi l’occasion de découvrir des disciplines qui constituent l’identité de notre établissement.

Combien de temps pourrons-nous faire vivre l’euro ? Alors même que la complexité des emplois du temps oblige souvent à placer cet enseignement sur le temps de midi, raccourcissant d’autant le temps de pause des élèves.

Combien de temps pourrons-nous assurer des groupes de langues ? Alors même que l’oral est le cœur de ces enseignements ?

Mais à quoi bon argumenter quand l’institution se montre sourde à nos alertes ou feint, mépris sans égal, de les entendre pour persister dans un discours de bon teint qui n’est qu’hypocrite, mensonger, déconnecté du terrain, de la réalité de nos classes, de nos expériences quotidiennes ? La profession enseignante va mal. Les professeurs et au-delà de cette seule fonction, n’ont plus aucune confiance dans leur Ministre. Au lycée Branly et ailleurs, des collègues tombent. Physiquement et psychiquement.

Que bien peu s’inquiètent de notre sort puisque nous sommes « choyés » par M. Blanquer, c’est une chose. Mais ce qui nous met à terre, c’est que notre métier s’exerce au service des élèves et de leurs familles. Quel service leur rendons-nous avec des classes toujours plus chargées, des dédoublements rarissimes, un parcours scolaire toujours plus stressant qui les met sous pression dès la fin du 1er trimestre de seconde, lorsqu’il leur faut commencer à réfléchir à leur orientation ; qui accroît la pression dès la classe de 1ère avec le contrôle continu et les place en évaluation permanente puisque le formatif devient du sommatif à chaque devoir ? Sans parler des épreuves de spécialité…

Or nos élèves ne vivent pas en dehors de la société : ils subissent comme chacun les frais de la crise sanitaire, qui accentue leur angoisse du futur et rend difficile toute projection au-delà du très court-terme, alors qu’on leur demande par définition de se projeter dans leur avenir pour le construire.

C’est une honte que le gouvernement ne prévoie pas enfin, et qui plus est dans ce contexte, des moyens ; à savoir des postes d’enseignants, d’Assistants d’Education, de CPE, de PSY-EN et autres personnels en contact avec les élèves pour que des adultes formés à leurs missions respectives de service public puissent enseigner, éduquer, écouter, accompagner et soutenir la jeunesse, notre avenir. Parce que nous avons encore l’audace de penser et d’affirmer que nos élèves ont besoin de nous.

Pour l’ensemble de ces raisons et d’autres que nous passons ici sous silence parce que la liste est sans fin, nous voterons contre la répartition des moyens. Quels que soient les efforts de notre direction pour limiter la casse, et nous saluons à ce propos la transparence dans la transmission des informations, les tentatives pour composer au moins pire, le compte n’y est pas. C’est l’essence même de la réforme des lycées et de la gouvernance actuelle que de détruire l’école publique.